

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE n°122/2019

L'an deux mille dix-neuf, le jeudi 21 novembre, les membres du Conseil Communautaire légalement convoqués se sont réunis à la salle des fêtes d'Haucourt, à dix-neuf heures, conformément à la convocation du 13 novembre 2019 et sous la Présidence de Monsieur Eric Picard.

Nombre de membre en exercice : 81.

Délégués présents : 56

Pouvoirs : 11

Votants : 67

Pour : 67

Contre : 0

Abstention : 0

Secrétaire de séance : Robert Langlois.

Etaient présents :

Ms et Mmes : Deschamps F. Fournier L. Quesney Y. Broux E. Cosquer J.L Nottias B. Lamulle N. Duclos E. Beuvin M. Langlois R. Lesueur G. Devillerval M.F. Mainemarre N. Lejeune M. Lesueur C. Bonino M. Asselin F. Turban P. Guesdon D. Hagnéré C. Rouzé D. Picard E. Méry I. Larchevêque F. Delafontaine B. Pain J.L. Legendre F. Blondé J. Baguet V. Knoops F. Cailleux M. Buquet J. Buquet J.M. Delwarde J.C Dion O. Defromerie M. Legay P. Cumont C. Devin R. Grisel J. Bourguignon F. Duval I. Mariette P. Sagot J. Coutard G. Lefebvre C. Ducrocq C. Elie C. Degry D. Dupard R. Dion P. Gibaux M. Ovar B. Dumouchel J.C. Hermand T. Garcia C.

Absents excusés : I. Bréquigny. R. Décarnelle. D. Buquet. M. Coaillet. M. B Thillard.

Excuses et pouvoirs :

- F.M Noël excusé, pouvoir à C. Ducrocq
- M. Denjean excusé, pouvoir à F. Legendre
- J.N Canu excusé, pouvoir E. Picard
- P. Patris excusé, pouvoir à J.L Cosquer
- F. Godebout excusé, pouvoir à M. Bonino
- B. Caillaud excusé, pouvoir à P. Turban
- J. Godin excusée, pouvoir à V. Baguet
- A. Duval excusée, pouvoir à I. Méry
- S. Joly excusé, pouvoir à G. Coutard
- E. Mallet excusé, pouvoir à J.C Delwarde
- J.Y Duflos excusé, pouvoir à J. Buquet.

**Objet : ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION POUR LE RISQUE « PREVOYANCE »  
SOUSCRITE PAR LE CENTRE DE GESTION 76**

Monsieur le Président rappelle au Conseil Communautaire que :

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment l'article 22 bis,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 25 alinéa 6,

- Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,
- Vu la circulaire n°RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 mandant le Centre de gestion de Seine-Maritime pour participer à la procédure de consultation engagée par le Centre de gestion 76 en vue de la conclusion d'une convention de participation portant sur le risque « Prévoyance »,
- Vu la délibération du Centre de gestion n°2019/056 en date du 19 septembre 2019 portant choix de l'organisme assureur retenu pour la conclusion de la convention de participation,
- Vu la convention de participation signée entre le Centre de gestion 76 et la MNT en date du 17 octobre 2019,
- Vu l'envoi en date du 8 novembre 2019 du dossier de saisine du Comité technique intercommunal qui se réunira le 17 janvier 2020,

Monsieur le Président expose qu'en conformité avec l'article 25 alinéa 6 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 qui dispose que les centres de gestion ne peuvent conclure de convention de participation que sur demande des collectivités, le Centre de gestion de la Seine-Maritime, après avoir reçu mandat de celles-ci, a lancé une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation pour le risque « Prévoyance », conformément au décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

A l'issue de cette procédure, le CdG76 a souscrit le 17 octobre 2019 une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) pour une durée de six (6) ans. Cette convention prend effet le 1er janvier 2020, pour se terminer le 31 décembre 2025.

Les collectivités et établissements publics ayant donné mandat au Centre de gestion peuvent désormais se rattacher à cette convention de participation sur délibération de leur assemblée délibérante, après consultation de leur Comité Technique, et doivent décider du montant de la participation financière à accorder à chaque agent qui aura adhéré au contrat de prévoyance collective proposé par la MNT en application de la convention de participation signée avec le CDG76.

Monsieur le Président expose qu'il revient à chaque agent de décider d'adhérer par contrat individuel aux garanties auxquelles ils souhaitent souscrire et sur l'indemnisation ou non du régime indemnitaire qu'il perçoit.

Vu l'exposé de Monsieur le Président,



**Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :**

- D'adhérer à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de gestion 76 et la M.N.T,
- D'accorder sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité en activité ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « Prévoyance ».
- De fixer le niveau de participation financière de la collectivité selon le tableau ci-dessous :

<b>Base rémunération brute</b>	<b>Montant plafond participation</b>
Moins de 500 €	10 €
De 501 à 1 000 €	17 €
De 1 001 à 1 500 €	24 €
De 1 501 à 2 000 €	31 €
De 2 001 à 2 500 €	38 €
De 2 501 à 3 000 €	45 €
De 3 001 à 3 500 €	53 €
De 3 501 à 4 000 €	60 €
Au-delà de 4 001 €	Plafonnée à 67 €

Par agent, par mois, à la couverture de la cotisation assurée par chaque agent qui aura adhéré au contrat découlant de la convention de participation et de la convention d'adhésion signées par Monsieur le Président,

- D'autoriser Monsieur le Président à signer la convention d'adhésion à la convention de participation et tout acte en découlant.
- D'inscrire au chapitre 012, articles 64118 et 64138 du budget principal et article 6413 du budget annexe SIEOM de la collectivité, les crédits nécessaires au versement de la participation financière de la collectivité à la couverture de la cotisation assurée par chaque agent.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,  
Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le : 25 novembre 2019. **Le Président, Eric Picard.**

Communauté de Communes  
Des 4 rivières